

Bulletin d'information

04 février – 11 février 2008

Points saillants

- Le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Centrafrique souhaite que toutes les parties prenantes se joignent au dialogue politique inclusif.
- Le respect des droits de l'homme et la fin de l'impunité, recommandations clé du Procureur de la Cour Pénale Internationale et du Rapporteur Spécial des NU sur les exécutions extrajudiciaires en mission en RCA.
- Démarrage des activités des ONG *Mentor Initiative* et *ACTED*.

Contexte

M. Fall sur le dialogue politique inclusif

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Centrafrique, M. François Lonseny Fall a déclaré le 7 février au cours d'une conférence de presse que le dialogue politique inclusif en préparation ne sera pas comme les précédents dont les résolutions n'ont pas été mises en pratique.

« Notre volonté est bien sûr de voir la participation de tous les mouvements politico militaires au processus du dialogue afin de créer les meilleures conditions pour une paix durable en RCA », a-t-il annoncé.

M. Fall a également affirmé que le comité préparatoire est habilité à prendre des contacts et convaincre les différentes parties à participer effectivement au processus pour que le dialogue soit constructif.

Actualités

Mission sur les exécutions extrajudiciaires

Suite à l'invitation du Gouvernement Centrafricain, le Rapporteur Spécial du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Professeur Philip Alston, s'est rendu en RCA au cours de la première semaine de février où il a pu s'enquérir de la situation liée à ces questions.

Il a affirmé que les exécutions extrajudiciaires opérées par les forces armées dans le nord du pays ont connu une nette réduction depuis les 6 derniers mois. Par ailleurs, il a partagé sa préoccupation par

rapport aux autres violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité, à savoir l'extorsion, la torture et l'exécution des détenus, et l'exécution des personnes accusées de sorcellerie.

Le Rapporteur Spécial a préconisé les mesures suivantes :

- La sensibilisation des esprits en matière des droits de l'homme.
- La reconnaissance officielle des exécutions commises par les agents de l'Etat.
- La fin de l'impunité.

Comme enjeux principaux ont été identifiés une véritable réforme du secteur de sécurité, une réforme économique avec une attention particulière pour l'industrie extractive et la surveillance des droits de l'homme.

Dans ces domaines Prof. Alston a fait des recommandations concrètes adressées au Gouvernement, aux forces de sécurité, au système de justice pénale et aux partenaires au développement.

Le communiqué de presse intégral est disponible sur <http://hdptcar.net>

Le Procureur de la Cour Pénale Internationale à Bangui

Le 7 février, Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI) s'est rendu en RCA. A la demande du Gouvernement Centrafricain la CPI a ouvert une enquête en mai 2007.

Au cours de sa visite le procureur a pu rencontrer les autorités centrafricaines, les représentants de la société civile, les victimes et la population locale. Il a participé à un débat public diffusé par la Radio Interactive pour la Justice.

L'enquête de la CPI se concentre sur les crimes les plus graves qui avaient été commis en 2002-2003, y inclus les viols et autres actes de violences sexuelles qui ont été rapportées.

Le Bureau de la CPI suit également de près les actes de violence commis depuis 2005 dans le nord du pays. Le Procureur a abordé avec les autorités du pays la question des efforts déployés à l'échelon national en vue de poursuivre les auteurs. En outre, il a exhorté la communauté internationale à appuyer tous les efforts visant à mettre un terme à l'impunité.

La CPI est une cour indépendante et permanente chargée d'enquêter sur les personnes accusées des crimes les plus graves ayant une portée

internationale, à savoir le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Le système d'entraide en zone post conflit

Le *Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)* s'est rendu du 21 au 28 janvier dans les villes de Paoua, Kaga-Bandoro et Ndélé afin d'étudier la possibilité d'appuyer les systèmes d'entraide des groupements qui pratiquent les tontines dans les zones post conflit. La mission a fait les constatations suivantes pour la région autour des 3 villes:

Paoua

Les activités agropastorales et commerciales sont en nette amélioration depuis juillet 2006. La pratique des tontines est très populaire et la cotisation des personnes exerçant une activité génératrice de revenus varie de 500 à 5.000 FCFA.



Tricoter, une autre source de revenus pour les femmes de Paoua

Kaga-Bandoro

Quelques 120 femmes déplacées du village de Sando ainsi que les personnes pratiquant des activités génératrices de revenus cotisent entre 150 et 500 FCFA par semaine. L'ONG locale *Appui aux Initiatives Locales de Développement (APILOD)* soutient les associations de femmes et promeut une caisse d'épargne et de crédit qui fonctionne sans agrément officiel.

Ndéle

Bien que ce soit une région enclavée à cause de l'extrême dégradation des routes, les femmes et les groupements agropastoraux sont dynamiques. Les tontines sont pratiquées par la quasi-totalité des femmes. Leurs cotisations s'élèvent à 100 jusqu'à 500 FCFA par semaine.

Au courant du mois prochain, le PNUD étendra son étude dans d'autres zones post-conflit, telles que

Bocaranga, Ngaoundaye, Kabo, Batangafo et Bozoum, des villes toutes situées au nord-ouest.

Démarrage des activités de Mentor Initiative

L'ONG anglaise *Mentor Initiative* s'installe en RCA afin d'apporter un soutien technique et opérationnel dans le domaine de la lutte contre le paludisme en situation d'urgence.

L'organisation envisage d'appuyer les structures gouvernementales et autres acteurs du terrain dans le nord ouest, notamment les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé. Les domaines d'intervention prioritaires de l'ONG sont le renforcement des capacités des agents médicaux, la prévention et le traitement des cas de paludisme.

A cet effet, Mentor assurera la provision de moustiquaires et bâches imprégnées, de médicaments et de tests de dépistage rapide nécessaire à la prise en charge des cas médicaux.

L'ONG mène des activités semblables au sud du Tchad, y compris dans les camps de réfugiés centrafricains. Jean Bernard Bouvier est le Directeur technique de Mentor à Bangui. Pour plus d'informations : jb@mentor-initiative.net

Réhabilitation des pistes à Kaga Bandoro

Après la mission exploratoire de l'*Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED)* qui s'est déroulée en juin et juillet 2007, l'ONG a installé ses bureaux à Bangui et à Kaga-Bandoro afin de gérer leur projet sur le terrain dans la préfecture de Nana-Gribizi. Leur intervention, financée par le *Service d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO)*, vise à réhabiliter les pistes sur l'axe Kaga Bandoro-Ouandago et ses environs.

La phase préparatoire a permis à ACTED d'établir des contacts utiles avec les partenaires potentiels, tout en préparant l'arrivée de l'équipe permanente. ACTED a été enregistré auprès des autorités nationales, les collaborateurs locaux ont été sélectionnés et les appels d'offre pour les équipements ont été lancés. Le démarrage des activités opérationnelles est prévu au mois de février.

Si vous souhaitez soumettre des informations pour la prochaine édition, ou si vous avez des questions ou commentaires sur ce bulletin, veuillez s'il vous plait contacter:

UN OCHA RCA | Nancy Snauwaert ou **Gisèle Willybiro**
snauwaert@un.org | +236 75 54 22 78 willybiro@un.org | +236 75 54 90 31